

CAMERA DEI DEPUTATI N. 2720

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

il 23 settembre 2009 (v. stampato Senato n. 1574)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI

(FRATTINI)

DI CONCERTO CON IL MINISTRO DELLA GIUSTIZIA

(ALFANO)

CON IL MINISTRO DELLO SVILUPPO ECONOMICO

(SCAJOLA)

CON IL MINISTRO DELL'AMBIENTE E DELLA TUTELA DEL TERRITORIO E DEL MARE

(PRESTIGIACOMO)

E CON IL MINISTRO DELLE INFRASTRUTTURE E DEI TRASPORTI

(MATTEOLI)

Adesione della Repubblica italiana al Protocollo di modifica della Convenzione del 1976 sulla limitazione della responsabilità in materia di crediti marittimi, adottato a Londra il 2 maggio 1996, nonché delega al Governo per la sua attuazione

*Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica
il 24 settembre 2009*

DISEGNO DI LEGGE

ART. 1.

(Autorizzazione all'adesione).

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire al Protocollo di modifica della Convenzione del 1976 sulla limitazione della responsabilità in materia di crediti marittimi, adottato a Londra il 2 maggio 1996, di seguito denominato « Protocollo ».

ART. 2.

(Ordine d'esecuzione).

1. Piena e intera esecuzione è data al Protocollo, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 11 del Protocollo stesso.

ART. 3.

(Norme di delega sulla procedura concorsuale).

1. Entro il termine di sei mesi dalla data di entrata in vigore della presente legge, il Governo è delegato ad adottare, su proposta dei Ministri della giustizia e delle infrastrutture e dei trasporti, di concerto con il Ministro degli affari esteri, uno o più decreti legislativi diretti all'attuazione della Convenzione del 1976 sulla limitazione della responsabilità in materia di crediti marittimi, di seguito denominata « Convenzione », come modificata dal Protocollo.

2. La delega di cui al comma 1 è esercitata, nell'ambito della disciplina delle procedure concorsuali vigenti nell'or-

dinamento italiano, nel rispetto dei seguenti princìpi e criteri direttivi:

a) garantire la *par condicio* dei creditori, il rispetto del contraddittorio e la celerità della procedura;

b) attribuire la priorità, come consentito dall'articolo 6, paragrafo 3, della Convenzione, ai crediti per danni causati alle opere portuali, ai bacini ed alle vie navigabili sugli altri crediti menzionati al paragrafo 1, lettera b), del medesimo articolo 6;

c) prevedere l'obbligo della preliminare costituzione del fondo di limitazione a carico del soggetto che richiede il beneficio della limitazione;

d) disporre l'applicazione della nuova normativa sulla limitazione della responsabilità per crediti marittimi, come previsto dall'articolo 15 della Convenzione, in tutti i casi in cui una delle persone aventi il diritto di limitare la responsabilità presenta un'istanza di limitazione dinanzi ad un giudice della Repubblica, ovvero presenta istanza di revoca del sequestro di una nave o di altri beni o di liberazione di cauzione o altra garanzia;

e) prevedere specifiche norme procedurali volte a disciplinare:

1) le modalità della preventiva costituzione del fondo di limitazione al fine dell'ammissione alla procedura di limitazione e la possibilità di presentazione della relativa domanda anche anteriormente alla costituzione dello stesso fondo;

2) l'indicazione del giudice competente per la procedura di limitazione;

3) il contenuto della sentenza di apertura;

4) la formazione e verifica dello stato passivo;

5) la disciplina delle opposizioni;

6) la distribuzione del fondo;

f) disporre l'abrogazione espressa delle norme contrarie ed incompatibili.

ART. 4.

(Entrata in vigore).

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

**PROTOCOLE DE 1996 MODIFIANT LA CONVENTION DE 1976 SUR LA LIMITATION
DE LA RESPONSABILITE EN MATIERE DE CREANCES MARITIMES**

LES PARTIES AU PRESENT PROTOCOLE,

CONSIDERANT qu'il est souhaitable de modifier la Convention sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, faite à Londres le 19 novembre 1976, afin d'offrir une indemnisation accrue et d'établir une procédure simplifiée pour la mise à jour des montants de limitation,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article 1

Au sens du présent Protocole,

1. "Convention" signifie la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes.
2. "Organisation" signifie l'Organisation maritime internationale.
3. "Secrétaire général" signifie le Secrétaire général de l'Organisation.

Article 2

L'alinéa a) de l'article 3 de la Convention est remplacé par le texte ci-après :

- a) aux créances du chef d'assistance ou de sauvetage, y compris, dans les cas applicables, toute créance pour une indemnité spéciale en vertu de l'article 14 de la Convention internationale de 1989 sur l'assistance, telle que modifiée, ou aux créances du chef de contribution en avarie commune;

Article 3

Le paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention est remplacé par le texte ci-après :

1. Les limites de la responsabilité à l'égard des créances autres que celles mentionnées à l'article 7, nées d'un même événement, sont fixées comme suit :
 - a) s'agissant des créances pour mort ou lésions corporelles,
 - i) à 2 millions d'unités de compte pour un navire dont la jauge ne dépasse pas 2 000 tonnes;

- ii) pour un navire dont la jauge dépasse le chiffre ci-dessus, au montant suivant, qui vient s'ajouter au montant indiqué à l'alinéa i) :
 - pour chaque tonneau de 2 001 à 30 000 tonneaux, 800 unités de compte;
 - pour chaque tonneau de 30 001 à 70 000 tonneaux, 600 unités de compte; et
 - pour chaque tonneau au-dessus de 70 000 tonneaux, 400 unités de compte;
- b) s'agissant de toutes les autres créances,
 - i) à 1 million d'unités de compte pour un navire dont la jauge ne dépasse pas 2 000 tonneaux;
 - ii) pour un navire dont la jauge dépasse le chiffre ci-dessus, au montant suivant, qui vient s'ajouter au montant indiqué à l'alinéa i) :
 - pour chaque tonneau de 2 001 à 30 000 tonneaux, 400 unités de compte;
 - pour chaque tonneau de 30 001 à 70 000 tonneaux, 300 unités de compte; et
 - pour chaque tonneau au-dessus de 70 000 tonneaux, 200 unités de compte.

Article 4

Le paragraphe 1 de l'article 7 de la Convention est remplacé par le texte ci-après :

1. Dans le cas de créances résultant de la mort ou de lésions corporelles des passagers d'un navire et nées d'un même événement, la limite de la responsabilité du propriétaire du navire est fixée à un montant de 175 000 unités de compte multiplié par le nombre de passagers que le navire est autorisé à transporter conformément à son certificat.

Article 5

Le paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention est remplacé par le texte ci-après :

2. Toutefois, les Etats qui ne sont pas membres du Fonds monétaire international et dont la législation ne permet pas d'appliquer les dispositions du paragraphe 1 peuvent, au moment de la signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, ou au moment de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou encore à tout moment par la suite, déclarer que les limites de la responsabilité prévues dans la présente Convention et applicables sur leur territoire sont fixées comme suit :

- a) en ce qui concerne l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 6 :
 - i) à 30 millions d'unités monétaires pour un navire dont la jauge ne dépasse pas 2 000 tonneaux;
 - ii) pour un navire dont la jauge dépasse le chiffre ci-dessus, au montant suivant, qui vient s'ajouter au montant indiqué à l'alinéa i) :
 - pour chaque tonneau de 2 001 à 30 000 tonneaux, 12 000 unités monétaires;

pour chaque tonneau de 30 001 à 70 000 tonneaux, 9 000 unités monétaires; et

pour chaque tonneau au-dessus de 70 000 tonneaux, 6 000 unités monétaires; et

b) en ce qui concerne l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 6 :

i) à 15 millions d'unités monétaires pour un navire dont la jauge ne dépasse pas 2 000 tonneaux;

ii) pour un navire dont la jauge dépasse le chiffre ci-dessus, au montant suivant, qui vient s'ajouter au montant indiqué à l'alinéa i) :

pour chaque tonneau de 2 001 à 30 000 tonneaux, 6 000 unités monétaires;

pour chaque tonneau de 30 001 à 70 000 tonneaux, 4 500 unités monétaires; et

pour chaque tonneau au-dessus de 70 000 tonneaux, 3 000 unités monétaires; et

c) en ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 7, à un montant de 2 625 000 unités monétaires multiplié par le nombre de passagers que le navire est autorisé à transporter conformément à son certificat.

Les paragraphes 2 et 3 de l'article 6 s'appliquent en conséquence aux alinéas a) et b) du présent paragraphe.

Article 6

Le texte suivant est ajouté en tant que paragraphe 3bis à l'article 15 de la Convention :

3bis Nonobstant la limite de la responsabilité prescrite au paragraphe 1 de l'article 7, un Etat Partie peut stipuler aux termes de dispositions expresses de sa législation nationale quel régime de responsabilité s'applique aux créances pour mort ou lésions corporelles des passagers d'un navire, sous réserve que la limite de la responsabilité ne soit pas inférieure à celle prescrite au paragraphe 1 de l'article 7. Un Etat Partie qui fait usage de la faculté prévue au présent paragraphe notifie au Secrétaire général les limites de la responsabilité adoptées ou le fait que de telles limites ne sont pas prévues.

Article 7

Le paragraphe 1 de l'article 18 de la Convention est remplacé par ce qui suit :

1. Tout Etat peut, lors de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, ou à tout moment par la suite, se réserver le droit :

a) d'exclure l'application des alinéas d) et e) du paragraphe 1 de l'article 2,

b) d'exclure les créances pour dommages au sens de la Convention internationale de 1996 sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses ou de tout amendement ou protocole y relatif.

Aucune autre réserve portant sur une question de fond de la présente Convention n'est recevable.

Article 8**Modification des limites**

1. A la demande d'au moins la moitié et, en tout cas, d'un minimum de six des Etats Parties au présent Protocole, toute proposition visant à modifier les limites prévues au paragraphe 1 de l'article 6, au paragraphe 1 de l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention telle que modifiée par le présent Protocole, est diffusée par le Secrétaire général à tous les Membres de l'Organisation et à tous les Etats contractants.
2. Tout amendement proposé et diffusé suivant la procédure ci-dessus est soumis au Comité juridique de l'Organisation (le Comité juridique) pour que ce dernier l'examine six mois au moins après la date à laquelle il a été diffusé.
3. Tous les Etats contractants à la Convention telle que modifiée par le présent Protocole, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation, sont autorisés à participer aux délibérations du Comité juridique en vue d'examiner et d'adopter les amendements.
4. Les amendements sont adoptés à la majorité des deux tiers des Etats contractants à la Convention telle que modifiée par le présent Protocole, présents et votants au sein du Comité juridique, élargi conformément au paragraphe 3, à condition que la moitié au moins des Etats contractants à la Convention telle que modifiée par le présent Protocole soient présents au moment du vote.
5. Lorsqu'il se prononce sur une proposition visant à modifier les limites, le Comité juridique tient compte de l'expérience acquise en matière d'événements et, en particulier, du montant des dommages qui en résultent, des fluctuations de la valeur des monnaies et de l'incidence de l'amendement proposé sur le coût des assurances.
6.
 - a) Aucun amendement visant à modifier les limites en vertu du présent article ne peut être examiné avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date à laquelle le présent Protocole a été ouvert à la signature, ni d'un délai de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur d'un amendement antérieur adopté en vertu du présent article.
 - b) Aucune limite ne peut être relevée au point de dépasser un montant correspondant à la limite fixée dans la Convention telle que modifiée par le présent Protocole majorée de six pour cent par an, en intérêt composé, à compter de la date à laquelle le présent Protocole a été ouvert à la signature.
 - c) Aucune limite ne peut être relevée au point de dépasser un montant correspondant au triple de la limite fixée dans la Convention telle que modifiée par le présent Protocole.
7. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 4 est notifié par l'Organisation à tous les Etats contractants. L'amendement est réputé avoir été accepté à l'expiration d'un délai de dix-huit mois après la date de sa notification, à moins que, durant cette période, un quart au moins des Etats qui étaient des Etats contractants au moment de l'adoption de l'amendement ne fassent savoir au Secrétaire général qu'ils ne l'acceptent pas, auquel cas l'amendement est rejeté et n'a pas d'effet.
8. Un amendement réputé avoir été accepté conformément au paragraphe 7 entre en vigueur dix-huit mois après son acceptation.

9. Tous les Etats contractants sont liés par l'amendement, à moins qu'ils ne dénoncent le présent Protocole, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 12, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de cet amendement. Cette dénonciation prend effet lorsque l'amendement entre en vigueur.

10. Lorsqu'un amendement a été adopté mais que le délai d'acceptation de dix-huit mois n'a pas encore expiré, tout Etat devenant Etat contractant durant cette période est lié par l'amendement si celui-ci entre en vigueur. Un Etat qui devient Etat contractant après expiration de ce délai est lié par tout amendement qui a été accepté conformément au paragraphe 7. Dans les cas visés par le présent paragraphe, un Etat est lié par un amendement à compter de la date d'entrée en vigueur de l'amendement ou de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard de cet Etat, si cette dernière date est postérieure.

Article 9

1. La Convention et le présent Protocole sont, entre les Parties au présent Protocole, considérés et interprétés comme formant un seul instrument.
2. Un Etat qui est Partie au présent Protocole mais n'est pas Partie à la Convention est lié par les dispositions de la Convention telle que modifiée par le présent Protocole à l'égard des autres Etats Parties au Protocole, mais n'est pas lié par les dispositions de la Convention à l'égard des Etats Parties uniquement à la Convention.
3. La Convention telle que modifiée par le présent Protocole ne s'applique qu'aux créances nées d'événements postérieurs à l'entrée en vigueur, pour chaque Etat, du présent Protocole.
4. Aucune des dispositions du présent Protocole ne porte atteinte aux obligations qu'a un Etat Partie à la fois à la Convention et au présent Protocole à l'égard d'un Etat qui est Partie à la Convention mais qui n'est pas Partie au présent Protocole.

CLAUSES FINALES

Article 10

Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les Etats au Siège de l'Organisation du 1er octobre 1996 au 30 septembre 1997.
2. Tout Etat peut exprimer son consentement à être lié par le présent Protocole par :
 - a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
 - b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
 - c) adhésion.
3. La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

4. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur d'un amendement à la Convention telle que modifiée par le présent Protocole est réputé s'appliquer à la Convention ainsi modifiée et telle que modifiée par ledit amendement.

Article 11

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle dix Etats ont exprimé leur consentement à être liés par lui.
2. Pour tout Etat qui exprime son consentement à être lié par le présent Protocole après que les conditions d'entrée en vigueur prévues au paragraphe 1 ont été remplies, le présent Protocole entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date à laquelle ce consentement a été exprimé.

Article 12

Dénonciation

1. Le présent Protocole peut être dénoncé par l'un quelconque des Etats Parties à tout moment à compter de la date à laquelle il entre en vigueur à l'égard de cet Etat Partie.
2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général.
3. La dénonciation prend effet douze mois après la date du dépôt de l'instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général ou à l'expiration de toute période plus longue qui pourrait être spécifiée dans cet instrument.
4. Entre les Etats Parties au présent Protocole, la dénonciation par l'un quelconque d'entre eux de la Convention en vertu de l'article 19 de ladite convention n'est en aucun cas interprétée comme une dénonciation de la Convention, telle que modifiée par le présent Protocole.

Article 13

Révision et modification

1. L'Organisation peut convoquer une conférence ayant pour objet de réviser ou de modifier le présent Protocole.
2. L'Organisation convoque une conférence des Etats contractants au présent Protocole, ayant pour objet de le réviser ou de le modifier, à la demande du tiers au moins des Etats contractants.

Article 14

Dépositaire

1. Le présent Protocole et tous les amendements adoptés en vertu de l'article 8 sont déposés auprès du Secrétaire général.

2. Le Secrétaire général :

- a) informe tous les Etats qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré :
 - i) de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un-nouvel instrument, et de la date à laquelle cette signature ou ce dépôt sont intervenus;
 - ii) de toute déclaration et communication effectuées en vertu du paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention telle que modifiée par le présent Protocole et en vertu du paragraphe 4 de l'article 8 de la Convention;
 - iii) de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;
 - iv) de toute proposition visant à modifier les limites qui a été présentée conformément au paragraphe 1 de l'article 8;
 - v) de tout amendement qui a été adopté conformément au paragraphe 4 de l'article 8;
 - vi) de tout amendement qui est réputé avoir été accepté en vertu du paragraphe 7 de l'article 8, ainsi que de la date à laquelle cet amendement entre en vigueur, conformément aux paragraphes 8 et 9 de cet article;
 - vii) du dépôt de tout instrument de dénonciation du présent Protocole, ainsi que de la date à laquelle ce dépôt est intervenu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;
- b) transmet des copies certifiées conformes du présent Protocole à tous les Etats signataires et à tous les Etats qui y adhèrent.

3. Dès l'entrée en vigueur du présent Protocole, le Secrétaire général en transmet le texte au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article 15**Langues**

Le présent Protocole est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, tous les textes faisant également foi.

FAIT A LONDRES ce deux mai mil neuf cent quatre-vingt seize.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature au présent Protocole.

نسخة صادقة مصدقة من نص بروتوكول عام 1996 لتعديل اتفاقية حدود المسؤولية عن المطالبات البحرية ، لعام 1976 الذي حرر في مدينة لندن في 2 أيار/مايو 1996 ، ولودع أصله لدى الأمين العام للمنظمة البحرية الدولية .

此件系1996年5月2日订于伦敦的修正《1976年海上索赔责任限制公约》的《1996年议定书》中文文本的核正无误副本，其正本由国际海事组织秘书长保存。

CERTIFIED TRUE COPY of the Protocol of 1996 to amend the Convention on Limitation of Liability for Maritime Claims, 1976, done at London on 2 May 1996, the original of which is deposited with the Secretary-General of the International Maritime Organization.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME du Protocole de 1996 modifiant la Convention de 1976 sur la limitation de la responsabilité en matière de créances maritimes, fait à Londres le 2 mai 1996, dont l'exemplaire original a été déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale.

ЗАВЕРЕННАЯ КОПИЯ Протокола 1996 года об изменении Конвенции об ограничении ответственности по морским требованиям 1976 года, принятого в Лондоне 2 мая 1996 года, подлинник которого сдан на хранение Генеральному секретарю Международной морской организации.

COPIA AUTÉNTICA CERTIFICADA del Protocolo de 1996 que enmienda el Convenio sobre limitación de la responsabilidad nacida de reclamaciones de derecho marítimo, 1976, hecho en Londres el 2 de mayo de 1996, cuyo original se ha depositado ante el Secretario General de la Organización Marítima Internacional.

عن الأمين العام للمنظمة البحرية الدولية:

国际海事组织秘书长代表:

For the Secretary-General of the International Maritime Organization

Pour le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale :

За Генерального секретаря Международной морской организации:

Por el Secretario General de la Organización Marítima Internacional:

لندن ،

伦敦，

London,

Londres, le

Лондон,

Londres,

7.XI.1996



Traduzione non ufficiale**Protocollo del 1996 di emendamento alla Convenzione sulla limitazione della responsabilità per i crediti marittimi, 1976.**

LE PARTI AL PRESENTE PROTOCOLLO

IN CONSIDERAZIONE dell'opportunità di emendare la Convenzione sulla limitazione di responsabilità per i crediti marittimi, fatta a Londra il 19 novembre 1976, al fine di prevedere una compensazione incrementata e stabilire una procedura semplificata per l'aggiornamento dei limiti di responsabilità

HANNO CONVENUTO quanto segue:

Articolo 1

Ai fini del presente Protocollo:

1. " Convenzione" significa la Convenzione del 1976 sulla limitazione della responsabilità in materia di crediti marittimi,.
2. "Organizzazione" significa l'Organizzazione marittima internazionale.
3. " Segretario Generale significa il Segretario Generale dell'Organizzazione.

Articolo 2

L'articolo 3, lettera a) della Convenzione è sostituito dal seguente testo:

- a) i crediti per il soccorso, ivi compreso, ove applicabile, qualsiasi credito in vista di ottenere una particolare compensazione conformemente all'articolo 14 della Convenzione Internazionale sul Salvataggio del 1989, come emendata, o un contributo in generale.

Articolo 3

L'articolo 6, paragrafo 1 della Convenzione è sostituito dal seguente testo:

1. I limiti di responsabilità per crediti diversi da quelli menzionati all'articolo 7, che possono sorgere in qualsiasi distinta occasione, sono calcolati come segue:

- (a) per quanto riguarda i crediti per morte o lesioni personali,

- (i) 2 milioni di Unità di conto per una nave avente un tonnellaggio non superiore a 2.000 tonnellate,
- (ii) per una nave di tonnellaggio superiore il seguente ammontare oltre a quello menzionato in (i):
 - per ciascuna tonnellata da 2.001 a 30.000 tonnellate, 800 Unità di conto.
 - per ciascuna tonnellata da 30.001 a 70.000 tonnellate, 600 Unità di conto; e
 - per ciascuna tonnellata eccedente 70.000, 400 Unità di conto,
- (b) per quanto riguarda altri eventuali crediti
 - (i) 1 milione di unità di conto per una nave il cui tonnellaggio non supera 2.000 tonnellate,
 - (ii) per una nave con un tonnellaggio in eccedenza, il seguente ammontare oltre a quello menzionato in (i):
 - per ciascuna tonnellata da 2.001 a 30.000 tonnellate, 400 unità di conto;
 - per ciascuna tonnellata da 30.001 a 70.000 tonnellate, 300 unità di conto, e
 - per ciascuna tonnellata superiore a 70.000 tonnellate, 200 unità di conto.

Articolo 4

L'articolo 7, paragrafo 1 della Convenzione è sostituito dal seguente testo:

1. Per quanto riguarda i crediti per morte o lesioni personali arrecate ai passeggeri di una nave, provocati dal medesimo evento, il limite della responsabilità del proprietario della nave è stabilito in un ammontare di 175.000 unità di conto, moltiplicato per il numero di passeggeri che la nave è autorizzata a trasportare in conformità al suo certificato.

Articolo 5

L'articolo 8, paragrafo 2 della Convenzione è sostituito dal seguente testo:

2. Tuttavia, gli Stati che non sono membri del Fondo Monetario Internazionale e la cui legislazione non permetta l'applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 possono, al momento della firma senza riserva, per quanto attiene alla ratifica, accettazione o approvazione, o al momento della ratifica, accettazione, approvazione o adesione, o in qualsiasi altro momento successivo, dichiarare che i limiti di responsabilità previsti nella presente Convenzione e applicabili nei loro territori, sono fissati come segue:

(a) per quanto riguarda l'articolo 6, paragrafo 1, lettera a) ad un ammontare di:

(i) 30 milioni di unità monetarie per una nave di tonnellaggio non superiore alle 2.000 tonnellate;

(ii) per una nave avente un tonnellaggio superiore, il seguente ammontare, oltre a quello menzionato in (i):

per ciascuna tonnellata da 2.001 a 30.000 tonnellate, 1.000 unità monetarie;

per ciascuna tonnellata in eccesso da 30.001 a 70.000 tonnellate; 9.000 unità monetarie, e

per ciascuna tonnellata in eccesso di 70.000 tonnellate, 6.000 unità monetarie, e

(b) per quel che riguarda l'articolo 6, paragrafo 1, lettera b) ad un ammontare di:

(i) 15 milioni di unità monetarie per una nave avente un tonnellaggio non superiore a 2.000 tonnellate;

(ii) per una nave con un tonnellaggio superiore, il seguente ammontare oltre a quello menzionato in (i):

per ciascuna tonnellata da 2.001 a 30.000 tonnellate, 6.000 unità monetarie;

per ciascuna tonnellata da 30.001 a 70.000 tonnellate, 4.500 unità monetarie; e

per ciascuna tonnellata superiore alle 70.000 tonnellate, 3.000 unità monetarie; e

(c) per quanto riguarda l'articolo 7, paragrafo 1, ad un ammontare di 2.625.000 unità monetarie moltiplicate per il numero di passeggeri che la nave è autorizzata a trasportare, conformemente al suo certificato.

I paragrafi 2 e 3 dell'articolo 6 si applicano di conseguenza alle lettere a) e b) del presente paragrafo.

Articolo 6

Il seguente testo è aggiunto come paragrafo 3 bis all'articolo 15 della Convenzione:

3 bis Nonostante il limite di responsabilità prescritto al paragrafo 1 dell'articolo 7, uno Stato Parte può regolare con specifiche disposizioni della legislazione nazionale il sistema di responsabilità da applicare ai crediti per morte o per lesioni personali ai passeggeri di una nave, purché tale limite di responsabilità non sia inferiore a quello stabilito al paragrafo 1 dell'articolo 7. Uno Stato Parte che si avvale dell'opzione prevista nel presente paragrafo, informa il Segretario Generale dei limiti di responsabilità adottati, o del fatto che non vi sono limiti.

Articolo 7

L'articolo 18, paragrafo 1 della Convenzione è sostituito dal seguente testo:

1. Ogni Stato può, al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione oppure, in qualsiasi altro momento, riservarsi il diritto:

- (a) escludere l'applicazione dell'articolo 2, paragrafo 1, lettera d) e lettera e);
- (b) escludere i crediti per danni che rientrano nell'intendimento della Convenzione internazionale del 1996 sulla responsabilità e la compensazione per Ddanni in connessione con il trasporto in mare di sostanze tossiche e pericolose, o di qualsiasi suo emendamento o Protocollo.

Nessuna altra riserva è ammessa alle disposizioni sostanziali della presente Convenzione.

Articolo 8

Emendamento dei limiti

1. Su richiesta di almeno la metà, ma in nessun caso meno di sei, degli Stati Parte del presente Protocollo, ogni proposta di emendamento dei limiti specificati all'articolo 6, paragrafo 1, all'articolo 7, paragrafo 1, all'articolo 8, paragrafo 2, della Convenzione come emendata dal presente Protocollo, è fatta circolare dal Segretario generale a tutti i Membri dell'Organizzazione ed a tutti gli Stati contraenti.

2. Ogni proposta di emendamento, fatta circolare come sopra indicato, è sottoposta per esame al Comitato legale dell'Organizzazione (Comitato Legale) almeno sei mesi dopo la data della sua circolazione.
3. Tutti gli Stati contraenti della Convenzione, come emendata dal presente Protocollo, a prescindere che siano o meno Membri dell'Organizzazione, hanno il diritto di partecipare ai lavori del Comitato Legale per l'esame e l'adozione degli emendamenti.
4. Gli emendamenti sono adottati a maggioranza di due terzi degli Stati contraenti della Convenzione, come emendata dal presente Protocollo, presenti e votanti al Comitato legale allargato come previsto al paragrafo 3, purché almeno la metà degli Stati contraenti della Convenzione emendata dal presente Protocollo sia presente al momento del voto.
5. Nell'esaminare una proposta di emendamento dei limiti, il Comitato Legale tiene conto dell'esperienza acquisita in materia di infortuni ed in particolare dell'ammontare del danno che risulta dei cambiamenti nei valori monetari, nonché dell'effetto dell'emendamento proposto sui costi dell'assicurazione.
6.
 - (a) Nessun emendamento dei limiti di responsabilità in base al presente articolo può essere esaminato prima della scadenza di cinque anni dalla data in cui questo Protocollo è stato aperto alla firma, e non prima di cinque anni dalla data di entrata in vigore di un precedente emendamento ai sensi del presente articolo.
 - (b) Nessun limite può essere elevato in modo tale da superare un ammontare che corrisponde al limite elaborato nella Convenzione, come emendata dal presente Protocollo, incrementato del sei per cento annuo, calcolato su una base composita, a decorrere dalla data in cui questo Protocollo è stato aperto alla firma.
 - (c) Nessun limite può essere incrementato in modo tale da superare un ammontare che corrisponde al limite stabilito nella Convenzione, come emendata dal presente Protocollo, moltiplicato per tre.
7. Ogni emendamento adottato in conformità al paragrafo 4 è notificato dall'Organizzazione a tutti gli Stati contraenti. Si ritiene che l'emendamento è stato accettato al termine di un periodo di diciotto mesi dopo la data della notifica, a meno

che, entro questo periodo, non meno di un quarto degli Stati che erano Stati contraenti al momento dell'adozione dell'emendamento, abbiano comunicato al Segretario Generale che essi non accettano l'emendamento, nel qual caso tale emendamento è respinto e non ha effetto.

8. Un emendamento ritenuto accettato in conformità al paragrafo 7 entra in vigore diciotto mesi dopo la sua accettazione.

9. Tutti gli Stati contraenti sono vincolati dall'emendamento, salvo se denunciano il presente Protocollo in conformità ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 12 almeno sei mesi prima che l'emendamento entri in vigore. Tale denuncia ha effetto quando l'emendamento entra in vigore.

10. Quando un emendamento è stato adottato, ma il periodo di diciotto mesi per la sua accettazione non è ancora scaduto, uno Stato che diviene Stato contraente durante questo periodo è vincolato dall'emendamento se quest'ultimo entra in vigore. Uno Stato che diviene Stato contraente dopo questo periodo è vincolato da un emendamento che è stato accettato in conformità con il paragrafo 7. Nei casi di cui al presente paragrafo, uno Stato è vincolato da un emendamento quando tale emendamento entra in vigore, o quando questo Protocollo entra in vigore per tale Stato, se tale data è successiva.

Articolo 9

1. La Convenzione e questo Protocollo sono, per le Parti del presente Protocollo, considerati ed interpretati come costituenti un unico strumento.

2. Uno Stato che è Parte del presente Protocollo, ma che non è Parte della Convenzione, è vincolato dalle norme della Convenzione, come emendata dal presente Protocollo in relazione ad altri Stati Parti. Tuttavia non è vincolato dalle norme della Convenzione in relazione a Stati Parti solo della Convenzione.

3. La Convenzione, come emendata dal presente Protocollo, si applica unicamente ai crediti occasionati da circostanze avvenute dopo l'entrata in vigore, per ciascuno Stato, del Protocollo.

4. Nulla nel presente Protocollo pregiudica gli obblighi di uno Stato che è Parte sia della Convenzione che del presente Protocollo, per quanto riguarda uno Stato che è parte della Convenzione, ma non è parte del presente Protocollo.

CLAUSOLE FINALI

Articolo 10

Firma, ratifica, accettazione, approvazione ed adesione

1. Il presente Protocollo è aperto alla firma di tutti gli Stati presso la Sede dell'Organizzazione dal 1 ottobre 1996 al 30 settembre 1997.
2. Ogni Stato può esprimere il suo consenso ad essere vincolato dal presente Protocollo attraverso:
 - (a) firma senza riserva di ratifica, di accettazione o di approvazione; oppure
 - (b) firma soggetta a ratifica, accettazione o approvazione seguita da ratifica, accettazione o approvazione; oppure
 - (c) adesione.
3. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione saranno effettuate mediante il deposito di uno strumento a tal fine presso il Segretario Generale.
4. Si ritiene che ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, depositato dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla Convenzione, come emendata dal presente Protocollo, si applica alla Convenzione in tal modo emendata, come modificata da tale emendamento.

Articolo 11

Entrata in vigore

1. Il Protocollo entra in vigore novanta giorni dopo la data in cui dieci Stati hanno espresso il loro consenso ad esserne vincolati.
2. Per ogni Stato che manifesta il suo consenso ad essere vincolato dal presente Protocollo, dopo che le condizioni del paragrafo 1 per l'entrata in vigore sono state soddisfatte, il presente Protocollo entra in vigore novanta giorni dopo la data di manifestazione di tale consenso.

Articolo 12

Denuncia

1. Il presente Protocollo può essere denunciato da ogni Stato Parte in qualsiasi momento dopo la data in cui esso entra in vigore per tale Stato Parte.

2. La denuncia sarà effettuata mediante il deposito di uno strumento di denuncia presso il Segretario Generale.
3. La denuncia ha effetto dodici mesi, o qualsiasi periodo più lungo che possa essere specificato nello strumento di denuncia, dopo il suo deposito presso il Segretario Generale.
4. Per quanto riguarda gli Stati Parte del presente Protocollo, la denuncia della Convenzione da parte di uno di essi, in conformità dell'articolo 19 non sarà in alcun modo interpretata come denuncia della Convenzione, come emendata dal presente Protocollo.

Articolo 13

Revisione ed emendamento

1. Al fine di revisionare o emendare il presente Protocollo, l'Organizzazione può convocare una conferenza.
2. L'Organizzazione convocherà una conferenza di Stati contraenti del presente Protocollo, al fine di revisionarlo o di emendarlo, su richiesta di almeno un terzo degli Stati contraenti.

Articolo 14

1. Il presente Protocollo e tutti gli emendamenti adottati secondo l'articolo 8 sono depositati presso il Segretario Generale.
2. Il Segretario Generale:
 - (a) informa tutti gli Stati che hanno firmato il presente Protocollo o che vi hanno aderito in merito a:
 - (i) ogni nuova firma o deposito di uno strumento, nonché delle relative date;
 - (ii) ogni dichiarazione e comunicazione, effettuata ai sensi dell'articolo 8, paragrafo 2 della Convenzione, come emendata dal presente Protocollo, e secondo l'articolo 8, paragrafo 4 della Convenzione ;
 - (iii) la data di entrata in vigore del presente Protocollo;
 - (iv) ogni proposta di emendamento dei limiti di responsabilità, fatta conformemente all'articolo 8 paragrafo 1 ;

- (v) ogni emendamento adottato in conformità con l'articolo 8, paragrafo 4;
 - (vi) ogni emendamento che si ritiene accettato ai sensi dell'articolo 8, paragrafo 7, assieme alla data in cui tale emendamento entrerà in vigore, conformemente alla data del deposito, ed alla data in cui ha effetto;
 - (vii) il deposito di qualsiasi strumento di denuncia del presente Protocollo, accompagnato dalla data del deposito e dalla data in cui ha effetto.
- (b) Trasmette copie conformi autentiche del presente Protocollo a tutti gli Stati firmatari ed a tutti gli Stati che aderiscono al presente Protocollo.
3. Non appena il presente Protocollo entra in vigore, il testo sarà trasmesso dal Segretario-Generale al Segretariato delle Nazioni Unite per la registrazione e la pubblicazione in conformità con l'articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

Articolo 15

Lingue

Il presente Protocollo è redatto in un unico esemplare originale in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola, ogni testo facente ugualmente fede.

FATTO A LONDRA il 2 maggio 1996

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato il presente Protocollo.

PAGINA BIANCA

PAGINA BIANCA

€ 0,70



16PDL0028640